**SYNDICAT INTERCOMMUNAL DE LA PETITE ENFANCE
DU SECTEUR DE LA DAME BLANCHE**

**PROCÈS-VERBAL DE LA SEANCE DU COMITE SYNDICAL
DU Mercredi 20 décembre 2017**

Présents :

Cussey L'Ognon: Aude BETTINELLI
Devecey : Miche JASSEY,
Geneuille : Sandrine BOUTARD
Merey-Vieilley: Philippe PERNOT,
Venise : Jean-Claude CONTINI,
Vieilley: Christiane ZOBENBULLER, Claude BOGNON

Absents excusés : Philippe LEGRAND- Florence BEZ - Virginie CAGNON - Jacqueline CAVATZ

Absents : Jacques GIRAUD -

Secrétaire de séance : Aude BETTINELLI

Approbation, à l'unanimité, du compte-rendu du Comité syndical du lundi 9 Octobre 2017

Ordre du jour :

- 1 - Délégation du Président
- 2 - Indemnité du Président
- 3 - Mise à disposition du secrétariat - Convention de mise à disposition
- 4- Entretien bâtiments Devecey et Vieilley
- 5 - Adhésion Aide aux Communes CAGB
- 6- Adhésion AD@T
- 7 - Conseil Juridique
- 8 - Contrat Enfance Jeunesse - Répartition aux communes
- 9 - Budget prévisionnel 2017
- 10 - Orientation budgétaire 2018
- 11 - Transfert des bâtiments au Syndicat
- 12 - Adhésion commune extérieure
- 13 - Convention Communauté de Communes Pays Doubs Baumois
- 14 - Convention Familles Rurales
- 15 - Décision de mise en place d'une DSP

Questions diverses

1 - Délégation du Président

Les pouvoirs délégués par le Conseil Syndical au Président pour la durée de son mandat peuvent être :

- Réalisation des emprunts prévus par le budget et passation des actes nécessaires.
- Préparation, passation, exécution, règlement des marchés et leurs avenants lorsque les crédits sont inscrits au budget.
- Passation des contrats d'assurance, acceptation des indemnités de sinistres.
- Réalisation de lignes de trésorerie sur la base de 3 000 euros maximum autorisés par le Conseil Syndical.
- Signature des conventions de mise à disposition des établissements et personnels pour facturations.

Après délibération, le conseil syndical intercommunal de la petite enfance du secteur de la Dame blanche vote **à l'unanimité** ces délégations au président.

2 - Indemnité du Président

Le président présente au Comité Syndical le tableau concernant le régime indemnitaire des Présidents et Vice Président de Syndicat de communes :

Président : 16.93% (taux maximal) de l'indice de référence (population 3500 à 9000 habitants) soit 655.30€ brut mensuel

Vice-président : 6.77 % (taux maximal) de l'indice de référence (population 3500 à 9000 habitants) soit 262.04 brut mensuel

Le Président propose au Comité syndical d'instaurer les taux suivants :

Président : 9% de l'indice brut de référence

Vice-président : 4% de l'indice brut de référence

Le président ne souhaite pas bénéficier de son indemnité.

le vice-président bénéficiera de son indemnité.

Le Conseil syndical approuve **à l'unanimité** l'instauration des dispositions ci-dessus.

3 - Mise à disposition du secrétariat - Convention de mise à disposition

Le Président présente la convention de mise à disposition du secrétariat au syndicat Intercommunal de la Petite Enfance du secteur de la dame Blanche.

Après en avoir délibéré, le comité syndical autorise **à l'unanimité**, le Vice-président à signer ladite convention.

4- Entretien bâtiments Devecey et Vieilley

Le Président présente la convention de mise à disposition des services techniques des communes de Devecey et Vieilley au syndicat Intercommunal de la Petite Enfance du secteur de la dame Blanche.

Après en avoir délibéré, le comité syndical autorise **à l'unanimité**, le Président à signer les conventions ci-dessus.

5 - Adhésion Aide aux Communes CAGB

Le Président informe le comité syndical la convention du dispositif d'aide aux communes, dans son article 1, précise que :

Les syndicats de communes peuvent bénéficier des services de l'aide aux communes à condition que :

- La totalité des communes du Grand Besançon qui composent le syndicat adhère au dispositif d'aide aux communes

En réalité il n'y a pas de « surcoût » pour les syndicats de communes. A partir du moment où l'ensemble des communes du syndicat adhèrent au dispositif d'aide aux communes, le syndicat en question peut faire appel aux services de l'aide aux communes (avec les mêmes conditions que les communes)

Pour bénéficier d'une prestation de niveau 3 (comme c'est le cas pour votre demande d'accompagnement d'une DSP – plusieurs demi-journées de travail), l'ensemble des communes du syndicat doit donc adhérer au niveau 2B de l'aide aux communes (2,80 euros / habitant)

Or, en l'espèce, le syndicat intercommunal de la petite enfance du secteur de la Dame Blanche est composé des communes suivantes (comme vu ensemble) :

- Devecey
- Venise
- Merey-Vieilley

- Vieilley
- Geneuille
- Cussey sur l'Ognon

Et seules les communes de Devecey, Vieilley et Merey Vielley adhèrent au dispositif d'aide aux communes dans son ensemble.

Ainsi, les conditions ne sont malheureusement pas respectées.

En l'état, un accompagnement de votre syndicat par nos services n'est donc malheureusement pas envisageable.

6- Adhésion AD@T

Vu l'article L 5511-1 du code Général des Collectivités Territoriales qui dispose : *"Le Département, des Communes et des Etablissements publics intercommunaux peuvent créer entre eux un établissement public dénommé agence technique. Cette agence est chargée d'apporter, aux collectivités territoriales et aux établissements publics qui le demandent, une assistance d'ordre technique, juridique ou financier"*.

Vu la délibération du Conseil départemental du Doubs en date du 26 septembre 2016 portant création de l'AD@T,

Vu les statuts de l'AD@T, tels qu'adoptés lors de l'Assemblée générale constitutive du 12 octobre 2016.

Exposé :

M. le Président fait part au Comité syndical de la proposition du Département de créer entre le Département, les communes et les établissements de coopération intercommunale (EPCI) une Agence Départementale d'appui aux territoires (AD@T) au service des communes et de leurs groupements.

En effet, face à l'évolution des missions de l'Etat, le Département a décidé en concertation avec les communes et les EPCI de favoriser la création d'une structure dédiée à apporter une solution aux collectivités du Doubs dans le domaine de l'ingénierie publique.

Statut juridique et compétences :

Le choix s'est porté sur la création d'une Agence, au sens de l'article L 5511-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, sous la forme d'un établissement public administratif. L'AD@T assurera des missions de base (pack de base), qui auront pour objet d'apporter aux Collectivités Territoriales et aux EPCI qui auront adhéré une assistance de nature technique et juridique dans les domaines de l'aide à l'informatisation (logiciel, installation, formation et maintenance), de la délivrance de conseils juridiques, et de toutes autres missions dans les limites de l'article L 5511-1 du code Général des Collectivités Territoriales.

Membres :

Les membres adhérents à l'AD@T sont :

Le Département ;

Les Communes ;
Les Etablissements publics intercommunaux ;

Il est précisé que l'adhésion est volontaire et n'emporte pas transfert de compétences.

Fonctionnement :

Les statuts prévoient la constitution d'un Conseil d'Administration présidé par la Présidente du Département et d'une Assemblée générale composée de 3 collèges de représentants des membres adhérents de l'agence :

- Le collège des Conseillers départementaux (10 membres dont la Présidente)
- Le collège des Communes (5 membres)
- Le collège des intercommunalités (5 membres).

Ressources :

Dans le cadre de l'élaboration d'un projet de budget pour l'AD@T à l'occasion de ses premières années de fonctionnement, il a été envisagé sur la base d'une section de fonctionnement s'élevant à 1 million € qu'une cotisation annuelle serait versée par les membres adhérents calculée au prorata du nombre d'habitants.

La cotisation donne accès aux prestations comprises dans le pack de base.

GRILLE TARIFAIRE AUX ADHERENTS HT

I. Communes et communautés de communes

	Contribution annuelle	Cotisation par habitant (base population totale)	Plafond
Communes	100 €	0.60 €	5 000 €
Communautés de communes	1 000 €	0.60 €	5 000 €

II. Pondération applicable uniquement aux communautés de communes (uniquement sur la cotisation par habitant)

Population < à 10 000 habitants :
Population > à 10 000 habitants : < à 50 000 habitants
Population > à 50 000 habitants

Coefficient de pondération	Tarif
0.50	0.30 €/hab.
0.20	0.12 €/hab.
0.10	0.06 €/hab.

III. Syndicats

Syndicats	Catégorie 1	Catégorie 2	Catégorie 3
	5 000 € HT	3 000 € HT	400 € HT

VI. Contribution de solidarité

(collectivités ne bénéficiant pas du service informatique)

Agglomérations et Département du Doubs : 0.10 €/habitant (base population totale)

Enfin, les prestations supplémentaires fournies par l'AD@T seront facturées, dans les conditions fixées par le Conseil d'administration.

Intérêt de la présente adhésion

La présente demande d'adhésion est justifiée par la volonté de bénéficier d'un service doté d'une ingénierie juridique et administrative dans les domaines de l'aide à l'informatisation, de la délivrance de conseils juridiques qui permettra à la collectivité de mener à bien techniquement et juridiquement les projets qu'elle souhaite engager dans les domaines précités.

Cette adhésion donnera ensuite accès aux prestations optionnelles qui seront proposées par l'AD@T.

Le Comité syndical

Après en avoir délibéré

- DECIDE **à l'unanimité** d'adhérer à l'AD@T
- DESIGNNE **à l'unanimité** le Président pour représenter la structure intercommunale à l'Assemblée Générale de l'AD@T
- AUTORISE **à l'unanimité** le Président à prendre toutes les décisions et à signer tous les documents concrétisant cette décision.

7 - Conseil Juridique

Rappel du compte rendu de la réunion du 9 octobre 2017 :

"Il est décidé d'avoir recours à Maître Suissa pour définir le cadre réglementaire du syndicat.

Le comité syndical après en avoir délibéré décide **à l'unanimité** d'avoir recours à Maître SUISSA pour définir le cadre juridique du syndicat Intercommunal de la Petite Enfance du Secteur de la Dame Blanche.

8 - Contrat Enfance Jeunesse - Répartition aux communes

Monsieur JASSEY Président, Monsieur BOYON Vice-président, et Madame BOUTARD membre du Bureau Syndical, proposent de prendre rendez-vous avec Estelle LANCIOTTI conseiller technique du pôle action social de la CAF, afin qu'elle leur présente les modalités de répartition du CEJ aux communes.

9 - Budget prévisionnel 2017

Le Comité syndical après en avoir délibéré, approuve **à l'unanimité** le budget primitif 2017 qui présente les valeurs suivantes :

Dépenses de Fonctionnement : 88 388 €

Recettes Fonctionnement : 88 388 €

10 - Orientation budgétaire 2018

Le Conseil syndical décide de débattre des orientations budgétaires 2018 lors d'une prochaine réunion.

11 - Transfert des bâtiments au Syndicat

Après la publication de l'arrêté de liquidation des droits et des biens de la Communauté de Communes Dame Blanche et Bussière, les bâtiments de la micro-crèche et du multi-accueil de Devecey seront remis aux communes de Vieilley et de Devecey.

Ces bâtiments pourront ensuite être mis à disposition du Syndicat ou si la législation le permet, devenir propriété du syndicat.

12 - Adhésion commune extérieure

Le syndicat petite enfance peut conventionner avec une commune extérieure si celle-ci a la compétence Petite Enfance. Les tarifs peuvent être différents mais cela doit être justifié (le fait que les communes membres participent aux frais de fonctionnement des structures par exemple).

Si une commune extérieure demande son adhésion au syndicat, elle doit délibérer pour demander son adhésion.

Le syndicat doit ensuite délibérer pour autoriser ou non l'intégration d'une nouvelle commune au syndicat.

Cette décision doit être notifiée aux communes membres qui délibèreront pour donner ou non leur accord (si cela n'est pas fait dans les 3 mois l'accord est tacite).

13 - Convention Communauté de Communes Pays Doubs Baumois

Le syndicat petite enfance peut conventionner avec la communauté de communes Doubs Baumois qui a la compétence Petite Enfance.

Après en avoir délibéré, le comité syndical autorise **à l'unanimité**, le Président à signer la convention de refacturation du syndicat avec la communauté de Communes du Pays Doubs Baumois.

14 - Convention Familles Rurales

Le Président présente la convention de Familles Rurales

le Comité syndical décide **à l'unanimité** de modifier la convention proposée par familles Rurales avant d'autoriser le Président à la signer.

15 - Décision de mise en place d'une Délégation de Service Public

Le syndicat ne peut pas profiter des services de l'aide aux communes du Grand Besançon.

Le Président informe le comité syndical que les services de la DGFIP proposent une aide juridique aux communes qui en font la demande.

Madame BOUTARD propose de contacter ce service afin de leur proposer de nous accompagner dans la mise en place d'une Délégation de Service Public.